PROJET DE FUSION-ABSORPTION

DE

ROLLAND ET NORROY

PAR

A.B.C. INDUSTRIE

26 mai 1997

27 MAI 1997

DÉPÔT LÉGAL N° 2284. DU 26 MAI 1997

341 197 366

87 B352.

SOMMAIRE

EXPOSE PRELIMINAIRE

1. Caractéristiques des sociétés intéressées
2. Liens entre les deux sociétés
3. Motifs et buts de la fusion envisagée
4. Comptes servant de base à la fusion
5. Méthodes d'évaluation des apports

CONVENTION DE FUSION

Article 1 : Apport-Fusion

Article 2 : Désignation et évaluation de l'actif apporté

Article 3 : Passif pris en charge

Article 4 : Montant de l'actif net apporté

Article 5 : Rémunération des apports

Article 6 : Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE

Article 7 : Propriété - jouissance - rétroactivité

Article 8 : Charges et conditions de l'apport-fusion

Article 9 : Déclarations générales

Article 10 : Régime fiscal de l'apport-fusion

Article 11 : Réalisation de l'apport-fusion

Article 12 : Dissolution de ROLLAND ET NORROY

Article 13 : Dispositions diverses

PROJET DE FUSION-ABSORPTION

ENTRE

A.B.C. INDUSTRIE

Société anonyme au capital de FRF 18.843.400, ayant son siège social 7, route du Plan, 13860 Peyrolles-en-Provence, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro B 341.197.366,

représentée par Monsieur Frédéric Barral, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'administration en date du 26 mai 1997,

Ci-après dénommée : " A.B.C. INDUSTRIE "

D'UNE PART

ET

ROLLAND ET NORROY

Société anonyme au capital de FRF 1.440.000, ayant son siège social 10, place Charles Béraudier, 69003 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon, sous le numéro B 574.507.901,

représentée par Monsieur Frédéric Barral, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'administration en date du 26 mai 1997,

Ci-après dénommée : "ROLLAND ET NORROY"

D'AUTRE PART

IL A ETE, PREALABLEMENT AU PROJET DE FUSION QUI FAIT L'OBJET DES PRESENTES, EXPOSE ET RAPPELE CE QUI SUIT :

EXPOSE PRELIMINAIRE

1. CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES

1.1 A.B.C. INDUSTRIE

- A.B.C. INDUSTRIE est une société anonyme dont le siège social est situé 7, route du Plan, 13860 Peyrolles-en-Provence.

- A.B.C. INDUSTRIE est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (ci-après "RCS") d'Aix-en-Provence sous le numéro B 341.197.366.

- Son capital social s'élève à ce jour à FRF 18.843.400, divisé en 188.434 actions d'une valeur nominale unitaire de FRF 100, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

- La durée de la société expirera le 11 mai 2086.

- A.B.C. INDUSTRIE n'a pas créé de parts bénéficiaires et n'a émis aucune action de priorité, aucune action à dividende prioritaire sans droit de vote, aucune obligation, aucune obligation convertible en actions, échangeable contre des actions ou donnant droit à souscription à des actions et aucun plan de stock-options. D'une manière générale, A.B.C. INDUSTRIE n'a pas émis de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute manière à l'attribution, à tout moment, ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société.

- Il n'existe pas d'avantages particuliers stipulés dans les statuts.

- A.B.C. INDUSTRIE n'est pas cotée en bourse et ne fait pas appel public à l'épargne.

- A.B.C. INDUSTRIE a pour objet :

La fabrication de tous produits alimentaires ;

La fabrication de tout matériel professionnel à usage des commerces de boucherie sous quelque forme que ce soit ;

Pour réaliser cet objet, la Société pourra notamment :

- créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements industriels ou commerciaux, toutes usines ou locaux quelconques, tous objets, mobiliers et matériels ;

- obtenir ou acquérir tous brevets, licences et marques de commercialisation, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences en tous pays.

Et généralement, faire toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social dont les différents éléments viennent d'être précisés.

Elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes, et réaliser, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet.

Elle pourra prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

- A.B.C. INDUSTRIE clôture actuellement son exercice au 31 décembre.

- A.B.C. INDUSTRIE exploite un seul établissement situé au siège social.

1.2 <u>ROLLAND ET NORROY</u>

- ROLLAND ET NORROY est une société anonyme dont le siège social est situé 10, place Charles Beraudier, 69003 Lyon.

- ROLLAND ET NORROY est immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro B 574.507.901.

- Son capital s'élève à ce jour à FRF 1.440.000, divisé en 14.400 actions d'une valeur nominale unitaire actuelle de FRF 100, toutes de même catégorie et entièrement libérées. Il est précisé que préalablement aux assemblées générales extraordinaires de ROLLAND ET NORROY et de A.B.C. INDUSTRIE devant approuver la présente fusion, le capital social de ROLLAND ET NORROY sera :

  - dans un premier temps porté à la somme de FRF 2.720.000 par augmentation de capital de FRF 1.280.000, constituée par l'émission de 12.800 actions nouvelles d'un montant nominal de FRF 100 chacune, à libérer en numéraire, comme proposé par le Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY en date du 26 mai 1997 ;

  - et, dans un second temps, réduit, pour pertes, à FRF 250.240, par réduction du nominal de chaque action de FRF 100 à FRF 9,20, comme proposé par le Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY en date du 26 mai 1997.

- La durée de la société expirera le 31 décembre 2046.

- ROLLAND ET NORROY n'a pas créé de parts bénéficiaires et n'a émis aucune action de priorité, aucune action à dividende prioritaire sans droit de vote, aucune obligation, aucune obligation convertible en actions, échangeable contre des actions ou donnant droit à souscription à des actions et aucun plan de stock-options. D'une manière générale, ROLLAND ET NORROY n'a pas émis de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, ou de toute manière à l'attribution, à tout moment, ou à date fixe, de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société.

- Il n'existe pas d'avantages particuliers stipulés dans les statuts.

- ROLLAND ET NORROY n'est pas cotée en bourse et ne fait pas appel public à l'épargne.

- ROLLAND ET NORROY a pour objet :

  La fabrication, l'achat et la vente de saucissons, salaisons et conserves de viandes.

  Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

  Elle peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et affaires françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet.

  Elle peut agir en tous pays, directement ou indirectement, pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

- ROLLAND ET NORROY clôture son exercice au 31 décembre.

- ROLLAND ET NORROY exploite un seul établissement situé au siège social.

2. LIENS ENTRE LES DEUX SOCIETES

2.1 Liens en capital

- A.B.C. INDUSTRIE détient à ce jour 14.369 actions de ROLLAND ET NORROY, soit 99,78 % du capital.

- A la date des assemblées générales extraordinaires de ROLLAND ET NORROY et de A.B.C. INDUSTRIE devant approuver la présente fusion, et préalablement à la réalisation de ladite fusion :

  • le nombre total d'actions de ROLLAND ET NORROY sera de 27.200, du fait de l'augmentation de capital visée ci-dessus ;

  • A.B.C. INDUSTRIE aura souscrit et libéré par apport en numéraire tout ou partie de ladite augmentation de capital, de façon à en garantir en tout état de cause la souscription et la libération intégrales ;

  • par ailleurs, afin de faciliter les opérations de fusion, A.B.C. INDUSTRIE aura cédé un certain nombre des actions qu'elle

détiendra à la suite de ladite augmentation de capital à un ou plusieurs autre(s) actionnaire(s) de ROLLAND ET NORROY, afin que le nombre d'actions détenu par les autres actionnaires de ROLLAND ET NORROY soit au moins égal à 60 actions ;

- par conséquent, A.B.C. INDUSTRIE détiendra 27.140 actions sur les 27.200 actions formant le capital de ROLLAND ET NORROY après réalisation de ladite augmentation de capital.

ROLLAND ET NORROY ne détient aucune action dans le capital de A.B.C. INDUSTRIE.

2.2 Dirigeants communs

- Monsieur Frédéric Barral est Président du Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY et de A.B.C. INDUSTRIE.

- Madame Marieke Bax est le représentant permanent de Sara Lee French Holdco 1 S.A., administrateur au sein de ROLLAND ET NORROY et de A.B.C. INDUSTRIE.

3. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION ENVISAGEE

L'opération envisagée fait partie d'un processus général de restructuration visant la rationalisation des structures juridiques du groupe Aoste en France, dont font partie A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY.

Outre cette opération, le groupe envisage de procéder à la fusion-absorption de A.B.C. Distribution et Charcuterie de Bigorre par Tradi Holding, ainsi qu'à la fusion-absorption de la Société Civile du Mont Pilat par H-Sec.

4. COMPTES SERVANT DE BASE A LA FUSION

4.1 Comptes utilisés

- Les termes et conditions du projet de fusion-absorption ont été établis par les sociétés A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY sur la base des comptes sociaux de ces sociétés arrêtés à la date du 31 décembre 1996.

- Les comptes sociaux de A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY, qui figurent en Annexe 1 et en Annexe 2 aux présentes, seront approuvés respectivement par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE et par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de ROLLAND ET NORROY qui se

tiendront le 10 juin 1997 conformément à la loi et préalablement à l'approbation par les assemblées générales extraordinaires respectives des deux sociétés du présent projet de fusion-absorption.

Il est précisé qu'il sera proposé :

- à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE visée ci-dessus d'affecter le bénéfice de FRF 6.620.716 réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1996 à la réserve légale à hauteur de FRF 97.977, et au poste autres réserves à hauteur du solde, soit FRF 6.522.739 ;

- à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de ROLLAND ET NORROY visée ci-dessus d'affecter la perte de FRF 1.745.021 réalisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1996 au poste de report à nouveau.

- Par ailleurs, pour l'établissement du présent projet de fusion, il a été tenu compte du fait qu'à la date prévue des assemblées générales extraordinaires de A.B.C. INDUSTRIE et de ROLLAND ET NORROY devant approuver la présente fusion et préalablement à la réalisation de ladite fusion, le capital social de ROLLAND ET NORROY sera, dans un premier temps porté à la somme de FRF 2.720.000 par augmentation de capital d'un montant de FRF 1.280.000 qui sera intégralement souscrite et libérée en numéraire par A.B.C. INDUSTRIE, et dans un second temps réduit pour pertes à FRF 250.240, comme proposé par le Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY en date du 26 mai 1997.

4.2 Date d'effet

- Toutes les opérations actives et passives effectuées par ROLLAND ET NORROY depuis le 1er janvier 1997 (inclus) jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion seront reprises par A.B.C. INDUSTRIE.

- Les comptes afférents à cette période seront remis à A.B.C. INDUSTRIE dès réalisation de la fusion.

5. METHODE D'EVALUATION DES APPORTS ET MOTIFS DU CHOIX DU RAPPORT D'ECHANGE

Les parties sont convenues de valoriser les éléments d'actif et de passif apportés par ROLLAND ET NORROY selon la méthode explicitée en Annexe 3.

L'Annexe 3 précise également les motifs du choix du rapport d'échange.

CELA EXPOSE, LES APPORTS ET CONDITIONS DE LA FUSION-ABSORPTION DE ROLLAND ET NORROY PAR A.B.C. INDUSTRIE ONT ETE FIXES DE LA MANIERE SUIVANTE :

CONVENTION DE FUSION

ARTICLE 1 : APPORT - FUSION

ROLLAND ET NORROY apporte à A.B.C. INDUSTRIE, ce qui est consenti et accepté respectivement par les soussignés, ès qualités, sous les garanties de fait et de droit et sous les conditions ci-après stipulées, l'ensemble de ses biens, droits et obligations, actifs et passifs tels qu'estimés ci-après à la date du 31 décembre 1996.

Le patrimoine de ROLLAND ET NORROY sera dévolu à A.B.C. INDUSTRIE dans l'état où il se trouvera au jour de la réalisation définitive de la fusion, ce qui, de convention expresse, vaudra reprise par A.B.C. INDUSTRIE de toutes les opérations sociales, sans réserve aucune, effectuées par ROLLAND ET NORROY depuis le 1er janvier 1997 (inclus) jusqu'à cette réalisation définitive, tous les résultats actifs et passifs de ces opérations étant au profit ou à la charge de A.B.C. INDUSTRIE.

La fusion emportant transmission de l'universalité du patrimoine de la société absorbée, les apports et le passif grevant ces apports, porteront sur la généralité desdits éléments, même non nommément désignés ou omis dans la nomenclature établie sur la base des comptes de la société absorbée arrêtés au 31 décembre 1996 ; de ce fait, cette nomenclature a un caractère simplement énonciatif et non limitatif.

ARTICLE 2 : DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF APPORTE

L'actif de ROLLAND ET NORROY dont la transmission est prévue au profit de A.B.C. INDUSTRIE comprenait au 31 décembre 1996, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les éléments ci-après désignés - sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative - et évalués comme suit (cf. Annexe 3) :

2.1 Actif immobilisé (en FRF)

2.1.1 **Immobilisations incorporelles**

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Fonds commercial pour une valeur d'apport de	28.160	_____	28.160

2.1.2 **Immobilisations corporelles**

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Terrains pour une valeur d'apport de	113.389	_____	113.389
Constructions pour une valeur d'apport de	14.095.300	10.181.474	3.913.826
Installations techniques, matériel et outillage industriels pour une valeur d'apport de	11.046.565	8.923.661	2.122.904
Autres immobilisations corporelles pour une valeur d'apport de	223.120	216.221	6. 899

2.1.3 **Immobilisations financières**

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Autres participations pour une valeur d'apport de	20.000	_____	20.000
Autres immobilisations financières pour une valeur d'apport de	6.900	_____	6.900

Valeur totale des immobilisations en net : **FRF 6.212.078**

2.2 Actif circulant (en FRF)

2.2.1 **Créances**

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Clients et comptes rattachés pour une valeur d'apport de	2.458.659	_____	2.458.659
Autres créances pour une valeur d'apport de	5.426.529	708.000	4.718.529

2.2.2 **Divers**

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Disponibilités pour une valeur d'apport de	8.855	_____	8.855

Valeur totale des actifs circulants en net : **FRF 7.186.043**

2.3 Comptes de régularisation (en FRF)

	Brut	Amortissements Provisions	Net
Charges constatées d'avance pour une valeur d'apport de	25.790	_____	25.790

2.4 Total général

Brut.....	FRF 33.453.267
Amortissements et provisions.....	FRF 20.029.356
Net.....	**FRF 13.423.911**

MONTANT TOTAL DE L'ACTIF APPORTE PAR ROLLAND ET NORROY A A.B.C. INDUSTRIE : FRF 13.423.911

La description des biens immobiliers, dépendant d'un ensemble immobilier sis à Saint Julien en Jarez, rue Lafayette, apportés par ROLLAND ET NORROY à A.B.C. INDUSTRIE, figure en Annexe 4 du présent Traité.

ARTICLE 3 : PASSIF PRIS EN CHARGE

Les apports des biens et droits décrits à l'article 2 ci-dessus auront lieu moyennant notamment la prise en charge par A.B.C. INDUSTRIE, aux lieu et place de ROLLAND ET NORROY, de tout le passif de ROLLAND ET NORROY tel qu'il existait au 31 décembre 1996, lequel passif sera acquitté par A.B.C. INDUSTRIE aux lieu et place de ROLLAND ET NORROY.

L'ensemble du passif pris en charge par A.B.C. INDUSTRIE se présente comme suit :

-	Provisions pour risques :	FRF 7.832.176
-	Provisions pour charges :	FRF 50.000
-	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	FRF 2.352.064
-	Emprunts et dettes financières divers :	FRF 813.736
-	Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	FRF 682.486
-	Dettes fiscales et sociales :	FRF 2.667.550
-	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :	FRF 144.198
-	Autres dettes :	FRF 36.100

MONTANT TOTAL DU PASSIF DE ROLLAND ET NORROY PRIS EN CHARGE PAR A.B.C. INDUSTRIE :	**FRF 14.578.310**

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 1, tout passif complémentaire apparu chez ROLLAND ET NORROY entre le 1er janvier 1997 (inclus) et la date de réalisation définitive de la présente fusion, ainsi que, plus généralement, tout passif qui, afférent à l'activité de ROLLAND ET NORROY, et non connu ou non prévisible à ce jour, viendrait à apparaître ultérieurement, sera pris en charge par A.B.C. INDUSTRIE.

Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président du Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY, certifie que le montant du passif ci-dessus indiqué tel qu'il ressort des écritures comptables au 31 décembre 1996, est exact et sincère et qu'il n'existe aucun passif non enregistré à cette date. Il certifie, notamment, qu'à l'exception des sommes ayant donné lieu aux inscriptions figurant en Annexe 6, la société ROLLAND ET NORROY est en règle à l'égard des organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraite et qu'elle a satisfait à toutes ses obligations fiscales et sociales, toutes déclarations nécessaires ayant été effectuées dans les délais prévus par les lois et règlements en vigueur.

Monsieur Frédéric Barral déclare en outre que depuis le 1er janvier 1997 et jusqu'à ce jour, la société ROLLAND ET NORROY a été gérée dans le même esprit et selon les mêmes méthodes qu'au cours des exercices précédents et qu'elle n'a réalisé que des opérations courantes rentrant dans le cadre de son activité habituelle.

ARTICLE 4 : MONTANT DE L'ACTIF NET APPORTE

Le montant de l'actif apporté par ROLLAND ET NORROY à A.B.C. INDUSTRIE est de : **FRF 13.423.911**

Ce montant, estimé sur la base des comptes de ROLLAND ET NORROY à la date du 31 décembre 1996, doit être corrigé des effets de l'augmentation de capital d'un montant de FRF 1.280.000 proposée par le Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY en date du 26 mai 1997, et qui sera intégralement souscrite et libérée par apport en numéraire, préalablement à la date prévue de réunion des assemblées générales extraordinaires de A.B.C. INDUSTRIE et de ROLLAND ET NORROY devant approuver la présente fusion. Il est précisé, en tant que de besoin, que la réduction de capital qui suivra ladite augmentation n'aura, en revanche, aucun impact sur le montant de l'actif apporté par ROLLAND ET NORROY.

Par conséquent, le montant de l'actif corrigé apporté par ROLLAND ET NORROY à A.B.C. INDUSTRIE, est de : **FRF 14.703.911**

Le passif de ROLLAND ET NORROY pris en charge par A.B.C. INDUSTRIE est de : **FRF 14.578.310**

L'ACTIF NET CORRIGE, APPORTE PAR ROLLAND ET NORROY A A.B.C. INDUSTRIE EST EN CONSEQUENCE DE : FRF 125.601

ARTICLE 5 : REMUNERATION DES APPORTS

5.1 Rapport d'échange

Le rapport d'échange (qui fait l'objet de l'Annexe 3 ci-après) arrêté entre les parties est de 1 action de A.B.C. INDUSTRIE pour 60 actions de ROLLAND ET NORROY, sans soulte aucune.

Il est précisé que les actionnaires de ROLLAND ET NORROY feront leur affaire personnelle des rompus, en tant que de besoin.

5.2 Augmentation de capital

En application de l'article 372-1 al. 2 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, il ne peut être procédé à l'échange d'actions A.B.C. INDUSTRIE contre les 27.140 actions ROLLAND ET NORROY qui seront détenues par A.B.C. INDUSTRIE au jour de l'approbation de la présente fusion par les assemblées générales extraordinaires des actionnaires.

Par conséquent, A.B.C. INDUSTRIE renonce à ses droits dans l'augmentation de capital effectuée au titre de l'absorption de ROLLAND ET NORROY, de telle sorte qu'il ne sera créé à titre d'augmentation de capital qu'une action nouvelle d'un nominal de FRF 100, soit un montant total de FRF 100, répartie entre les actionnaires de ROLLAND ET NORROY autres que A.B.C. INDUSTRIE, en échange des 60 actions de ROLLAND ET NORROY que ces derniers détiendront, au total, au jour de l'approbation de la présente fusion par les assemblées générales extraordinaires des actionnaires.

Il est expressément précisé que si A.B.C. INDUSTRIE venait à détenir au jour des assemblées générales des actionnaires approuvant la fusion, un nombre d'actions ROLLAND ET NORROY différent de celui mentionné ci-dessus, les assemblées générales extraordinaires des actionnaires seraient habilitées à modifier en tant que de besoin les modalités de l'augmentation de capital à émettre en rémunération de l'apport réalisé par ROLLAND ET NORROY, et notamment le montant de la renonciation de A.B.C. INDUSTRIE à l'augmentation de capital, le montant de l'augmentation effective du capital de A.B.C. INDUSTRIE ainsi que le montant de la prime de fusion et du mali de fusion afférents.

L'action nouvelle à créer à titre d'augmentation de capital en rémunération des différents apports portera jouissance au 1er janvier 1997.

Elle sera, sous la seule réserve de sa date de jouissance, soumise à toutes les dispositions statutaires et réglementaires et sera entièrement assimilée aux actions actuellement existantes de A.B.C. INDUSTRIE.

En conséquence, le capital social de A.B.C. INDUSTRIE sera porté à l'issue des opérations de fusion du fait de l'augmentation de capital susvisée, à FRF 18.843.500.

5.3 Montant prévu de la prime de fusion

Le montant prévu de la prime de fusion représente la différence entre :

- la valeur d'apport de la fraction de l'actif net rémunéré de ROLLAND ET NORROY correspondant aux droits des actionnaires autres que A.B.C. INDUSTRIE déterminés sur la base d'une détention, par ces actionnaires, de 60 actions sur les 27.200 actions qui formeront le capital social de ROLLAND ET NORROY à la date de la réalisation de la fusion, soit FRF 277

et

- le montant nominal de l'augmentation de capital de A.B.C. INDUSTRIE, soit FRF 100

SOIT **FRF 77**

Cette somme sera inscrite au passif du bilan de A.B.C. INDUSTRIE à un compte "prime de fusion" sur lequel les actionnaires anciens et nouveaux de A.B.C. INDUSTRIE auront les mêmes droits.

5.4 Montant prévu du mali de fusion

Le montant prévu du mali de fusion représente la différence entre :

- la valeur de l'apport de la fraction d'actif net rémunéré de ROLLAND ET NORROY correspondant aux droits de A.B.C. INDUSTRIE déterminés sur la base d'une détention, par A.B.C. INDUSTRIE, de 27.140 actions sur les 27.200 actions qui formeront le capital social de ROLLAND ET NORROY à la date de la réalisation de la fusion, soit FRF 125.324

et

- la valeur nette comptable des 27.140 actions ROLLAND ET NORROY qui seront détenues par A.B.C. INDUSTRIE à la date prévue de réalisation de la présente fusion, soit FRF 1.277.100

SOIT **FRF (1.151.776)**

ARTICLE 6 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DE A.B.C. INDUSTRIE

De convention expresse entre les parties, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE appelée à statuer sur l'apport-fusion :

. d'effectuer éventuellement, sur cette prime, tous prélèvements en vue de satisfaire aux prescriptions de la réglementation fiscale ;

. d'autoriser le Conseil d'administration à imputer, s'il le juge à propos, sur ladite prime tout ou partie des frais, honoraires, droits et impôts résultant de la fusion ;

. d'autoriser, en tant que de besoin, l'assemblée des actionnaires à donner à ladite prime ou au solde de celle-ci après les imputations ci-dessus toutes autres affectations que l'incorporation au capital.

ARTICLE 7 : PROPRIETE - JOUISSANCE - RETROACTIVITE

7.1 Propriété - Jouissance

A.B.C. INDUSTRIE sera propriétaire et aura la jouissance des biens et droits immobiliers et mobiliers apportés par ROLLAND ET NORROY à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

7.2 Rétroactivité

Toutefois, la date d'effet rétroactif de la fusion ayant été fixée au 1er janvier 1997, il est convenu que toutes les opérations actives et passives portant sur les biens et droits apportés et qui seraient ou auraient été effectuées depuis le 1er janvier 1997 (inclus) sous la responsabilité de ROLLAND ET NORROY et en son nom, seront réputées faites pour le compte de A.B.C. INDUSTRIE et le résultat net desdites opérations lui bénéficiera ou restera à sa charge depuis cette date.

Elle reprendra donc ces opérations dans son compte d'exploitation comme si elle avait été propriétaire et avait eu la jouissance des biens, qui font l'objet du présent apport, depuis cette date.

En conséquence, à effet du 1er janvier 1997, tous droits corporels et incorporels, et notamment toutes acquisitions ou aliénations d'immobilisations relatifs à l'activité apportée et, d'une manière générale, tous biens ou droits qui viendraient compenser activement l'aliénation à un titre quelconque de l'un des biens ou droits désignés ci-dessus, reviendraient à A.B.C. INDUSTRIE.

ARTICLE 8 : CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT-FUSION

Sous réserve de ce qui est stipulé aux autres dispositions du présent projet, l'apport-fusion est fait sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et sous celles suivantes que les parties s'engagent à accomplir et à exécuter :

8.1 Charges et conditions générales

a) A.B.C. INDUSTRIE prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront lors de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans pouvoir demander aucune indemnité ou exercer aucun recours contre ROLLAND ET NORROY, pour quelque cause que ce soit ;

b) Dans le cas où il se révélerait une différence, en plus ou en moins, entre les passifs déclarés et les sommes réclamées par les tiers et reconnues exigibles, A.B.C. INDUSTRIE sera tenue d'acquitter tout excédent de passif et bénéficiera de toute réduction desdits passifs, sans recours ou revendication possible de part et d'autre ;

c) A.B.C. INDUSTRIE sera substituée purement et simplement avec effet au 1er janvier 1997 dans les charges et obligations inhérentes aux biens et droits apportés. En conséquence, elle supportera à compter de cette date tous les impôts, taxes et contributions, taxe professionnelle et autres charges de toutes natures relatives aux biens et droits apportés, ou à leur exploitation, ainsi qu'au personnel, y compris celles qui seraient exigibles et dues ou qui pourraient devenir dues à compter de la réalisation du présent apport-fusion ;

Il est en outre précisé, en tant que de besoin, que A.B.C. INDUSTRIE prendra à sa charge la totalité des engagements hors-bilan contractés par ROLLAND ET NORROY ;

d) A.B.C. INDUSTRIE supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, conventionnelles ou légales

pouvant grever l'actif apporté, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre ROLLAND ET NORROY et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en avait en vertu de tous titres réguliers non prescrits par la loi ;

e) A.B.C. INDUSTRIE supportera les charges, privilèges, nantissements et inscriptions diverses attachés aux biens apportés ;

f) A.B.C. INDUSTRIE exécutera, à compter de l'entrée en jouissance, aux lieu et place de ROLLAND ET NORROY, tous traités, contrats, marchés, conventions, accords et engagements quelconques intervenus avec la clientèle, les fournisseurs, les créanciers et le personnel et généralement avec les tiers, relatifs aux biens apportés ;

g) A.B.C. INDUSTRIE sera substituée à ROLLAND ET NORROY dans tous les droits et obligations découlant de tous baux, locations, droits d'occupation et de leurs avenants consentis à ROLLAND ET NORROY, et notamment des crédits-baux mobiliers et contrats de location dont la liste figure en Annexe 5 du présent Traité, ainsi que de toutes procédures judiciaires ou autres en cours ; en conséquence, elle paiera toutes les redevances et tous les loyers afférents à ces baux, locations et droits d'occupation, elle exécutera toutes les clauses et conditions en résultant, et ce, à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion ;

h) A.B.C. INDUSTRIE poursuivra, conformément aux dispositions de l'article L 122-12 du code du Travail, les contrats de travail des salariés de ROLLAND ET NORROY ;

i) Après la réalisation de l'apport-fusion, le représentant de ROLLAND ET NORROY devra fournir à A.B.C. INDUSTRIE tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la régularisation, de la transmission des biens compris dans l'apport et de l'accomplissement de toutes formalités ;

j) A.B.C. INDUSTRIE se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation des biens apportés et se chargera d'effectuer toutes les formalités et de remplir les obligations prescrites par la réglementation ;

k) Au cas où la transmission de certains contrats ou certains biens serait subordonnée à accord ou agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, ROLLAND ET NORROY sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à A.B.C. INDUSTRIE ; ROLLAND ET NORROY effectuera en temps utile, s'il y a lieu, toutes notifications, notamment celles nécessitées par l'existence

éventuelle de droit de préemption et toutes démarches auprès de toutes administrations qui seraient nécessaires pour la transmission des biens dont elle sera propriétaire au jour de la réalisation de la fusion ;

l) Si le titulaire d'un droit d'agrément ou de préemption exerçait son droit à l'occasion de la fusion, celle-ci ne serait pas remise en cause et A.B.C. INDUSTRIE aurait droit au prix du bien non agréé ou ainsi préempté, quelle que soit la différence en plus ou en moins entre le prix et l'évaluation donnée audit bien et sans recours possible contre ROLLAND ET NORROY ;

m) Conformément à l'article 381 alinéa 1 de la loi du 24 juillet 1966, A.B.C. INDUSTRIE sera débitrice des créanciers non obligataires de ROLLAND ET NORROY aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers. Les créanciers de ROLLAND ET NORROY dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion pourront faire opposition dans le délai de 30 jours à compter de la dernière publication de ce projet. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion ;

Il est précisé, en tant que de besoin, que les stipulations qui précèdent ne constituent pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, ceux-ci étant tenus, au contraire, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres ;

n) Dans l'attente de la réalisation définitive de la fusion, ROLLAND ET NORROY continuera à gérer les biens apportés selon les mêmes principes, règles et conditions que par le passé, ne prendra aucun engagement important sortant du cadre de la gestion courante et ne procédera à la réalisation d'aucun élément significatif de son actif immobilisé apporté sans l'assentiment préalable de A.B.C. INDUSTRIE, à l'exception de l'augmentation et de la réduction de capital visées ci-dessus et de la fusion avec la société A.B.C. INDUSTRIE ;

o) A.B.C. INDUSTRIE fera son affaire personnelle à ses risques et périls, sans aucun recours contre ROLLAND ET NORROY, de la continuation de la réalisation de toutes polices d'assurances relatives aux éléments apportés ;

p) A.B.C. INDUSTRIE sera intégralement subrogée dans les droits de ROLLAND ET NORROY pour intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues à la suite de ces décisions.

8.2 Charges et conditions des apports immobiliers

La liste des biens et droits immobiliers compris dans le présent apport-fusion figure en Annexe 4.

La désignation desdits biens et droits immobiliers, leur origine de propriété, ainsi que les déclarations faites conformément aux prescriptions légales et réglementaires sur la publicité foncière, de même que l'énonciation des servitudes connues, la désignation et la nature des servitudes à créer en faveur de certains des biens apportés et le dépôt des pièces relatives aux servitudes d'urbanisme concernant les biens et droits immobiliers compris dans ledit apport, seront établis après réalisation des conditions suspensives stipulées à l'article 11 des présentes, dans un acte qui sera dressé par Maître Raoul Douciere, notaire à Peyrolles-en-Provence, en suite du dépôt des présentes par leurs signataires au rang des minutes, avec reconnaissance d'écriture et de signature.

ROLLAND ET NORROY n'a reçu aucune notification tendant à l'expropriation des biens apportés.

A.B.C. INDUSTRIE sera propriétaire des immeubles ci-dessus désignés à compter du jour de la réalisation définitive de l'opération. A compter de ce jour, elle en aura également la jouissance.

A cet égard, ROLLAND ET NORROY subroge expressément, en tant que de besoin, A.B.C. INDUSTRIE dans tous ses droits, actions et obligations.

ARTICLE 9 : DECLARATIONS GENERALES

9.1 Déclarations

Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration de ROLLAND ET NORROY, déclare :

- que ROLLAND ET NORROY est une société anonyme régulièrement constituée conformément à la loi ;

- que ROLLAND ET NORROY n'a jamais été déclarée en état de liquidation de biens ou admise en règlement judiciaire et n'est pas en état de redressement judiciaire ;

- que ROLLAND ET NORROY n'a contracté aucune interdiction de commerce ni aucune clause de non-concurrence vis-à-vis de quiconque ;

- que les biens apportés sont libres de toute inscription, nantissement, charge ou privilège, à l'exception de ceux dont il est fait mention dans l'Annexe 6.

9.2 Renonciation aux privilèges et à l'action résolutoire

Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration de ROLLAND ET NORROY, déclare que la société ROLLAND ET NORROY renonce expressément aux privilèges du vendeur d'immeubles et de meubles, ainsi qu'à l'action résolutoire pouvant lui appartenir contre la société A.B.C. INDUSTRIE en raison de l'inexécution par celle-ci des charges et conditions à elle imposées au titre du présent projet.

9.3 Remise de titres

Il sera remis à la société A.B.C. INDUSTRIE lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété afférents à l'ensemble des biens transférés et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits transférés.

ARTICLE 10 : REGIME FISCAL DE L'APPORT-FUSION

10.1 Dispositions générales

10.1.1 Rétroactivité

Conformément aux dispositions de l'article 4.2 du préambule et de l'article 7.2 du présent projet de Traité de fusion, l'opération prendra juridiquement effet à la date du 1er janvier 1997.

Les parties reconnaissent expressément que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

En application de ce qui précède, A.B.C. INDUSTRIE prend l'engagement de souscrire sa déclaration de résultats et de liquider l'impôt au titre de l'exercice en cours, tant à raison de sa propre activité que de celle exercée par ROLLAND ET NORROY depuis le 1er Janvier 1997.

10.1.2 Engagements déclaratifs généraux

Le représentant des sociétés A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY oblige celles-ci à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés comme de toutes impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

10.2 Impôt sur les sociétés

Le soussigné, ès-qualité, au nom des sociétés qu'il représente, déclare placer la présente fusion sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts.

En conséquence, Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président, oblige, en tant que de besoin, la société absorbante qu'il représente à respecter les prescriptions légales à cet égard, et notamment :

- à reprendre à son passif, s'il en existe, les provisions concernant les biens apportés par ROLLAND ET NORROY dont l'imposition aurait été différée chez ROLLAND ET NORROY et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la fusion, ainsi que les provisions réglementées en tant que de besoin,

- à reprendre à son passif la réserve spéciale où ont été portées les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés à l'un des taux réduits prévus par l'article 219 I-A du Code Générale des impôts, telle que cette réserve figurera au bilan de ROLLAND ET NORROY à la date de la réalisation définitive de la fusion,

- à se substituer à ROLLAND ET NORROY pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière,

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement, à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal dans les écritures de ROLLAND ET NORROY, au 1er janvier 1997,

- à réintégrer dans les bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés dans les conditions et délais fixés par l'alinéa 3-d de l'article 210 A du Code Général des Impôts, les plus-values éventuellement dégagées dans le cadre de la présente fusion sur les biens amortissables qui lui sont apportés; à cet égard, Monsieur Frédéric Barral, ès qualité, précise que cet engagement comprend l'obligation faite à A.B.C. INDUSTRIE, en vertu des dispositions de l'article 210 A-3-d précité de procéder, en

cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession,

- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations qui lui sont apportés pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, au bilan de ROLLAND ET NORROY au 1er janvier 1997,

- à joindre à sa déclaration de résultat un état indiquant les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des immobilisations amortissables, des immobilisations non amortissables et des éléments d'actif autres que les immobilisations, conformément aux dispositions de l'article 54 septies I du Code Général des Impôts,

- à tenir, conformément aux dispositions de l'article 54 septies II du Code Général des Impôts, un registre des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables dont l'imposition est reportée.

Enfin, la présente opération de fusion étant réalisée à la valeur nette comptable, A.B.C. INDUSTRIE s'engage à reprendre à son bilan les écritures comptables de ROLLAND ET NORROY (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et à calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient ces biens dans les écritures de ROLLAND ET NORROY.

10.3 Droits d'enregistrement

Les parties déclarent que la présente opération entre dans le champ d'application de l'article 816 du Code Général des Impôts, les sociétés A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY étant des sociétés de capitaux soumises à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n°93.1352 du 30 décembre 1993 qui modifie l'article 816 précité, la présente fusion sera enregistrée moyennant le paiement du droit fixe de FRF 1.220.

10.4 TVA

10.4.1. Disposition liminaire, crédit de TVA et créance de TVA

A.B.C. INDUSTRIE sera purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de ROLLAND ET NORROY en matière de TVA.

En particulier, ROLLAND ET NORROY transférera purement et simplement à A.B.C. INDUSTRIE le crédit de TVA dont elle disposera, le cas échéant, au jour de la réalisation définitive de la fusion.

A cet effet, ROLLAND ET NORROY s'engage à adresser dans les meilleurs délais au centre des impôts dont elle relève, une déclaration, en double exemplaire, mentionnant le montant du crédit de TVA transféré à A.B.C. INDUSTRIE.

En outre, la créance sur le Trésor détenue par ROLLAND ET NORROY qui résulte de la suppression du décalage d'un mois en matière de TVA, sera transférée pour son montant nominal à A.B.C. INDUSTRIE dans le cadre de la présente opération de fusion.

Afin de rendre le transfert de la créance de TVA résultant de la suppression du décalage d'un mois opposable au comptable public, A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY s'engagent à produire devant le service des impôts dont elles relèvent les justifications mentionnées par l'instruction 3 D-10-93 du 22 novembre 1993, par lettre recommandée avec avis de réception.

10.4.2 Biens mobiliers d'investissement

La fusion emportant transmission d'une universalité totale de biens entre des assujettis redevables de la TVA, le soussigné, ès qualité, au nom des sociétés qu'il représente, déclare qu'il entend se prévaloir des dispositions de l'instruction administrative n° 3 A-6-90 du 22 février 1990 qui, commentant les modifications apportées par la loi de finances 1990 aux dispositions de l'alinéa 3-1-a de l'article 261 du Code Général des Impôts, exonère de la TVA la cession de biens mobiliers d'investissement dans le cadre de la transmission, notamment sous forme d'apport-fusion, d'une universalité totale ou partielle de biens, tel un fonds de commerce, dès lors que le bénéficiaire continue la personne du cédant.

En outre, les parties indiquent qu'elles souhaitent bénéficier des dispositions de l'article 210-III de l'Annexe II au Code Général des Impôts.

En conséquence, Monsieur Frédéric Barral, ès-qualité, engage expressément A.B.C. INDUSTRIE :

- à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent apport-fusion, conformément aux dispositions de l'article 261-3-1-a du Code Général des Impôts ;

- à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'Annexe II au Code Général des Impôts, qui auraient été exigibles si ROLLAND ET NORROY avait continué à utiliser les biens apportés.

La société A.B.C. INDUSTRIE notifiera ce double engagement au service des impôts dont elle relève, par déclaration établie en double exemplaire.

10.4.3 Biens immobiliers

S'agissant des biens immobiliers apportés susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la TVA immobilière, A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY déclarent que leur transfert, dans le cadre du présent projet de Traité de fusion, sera réputé inexistant pour l'application des dispositions de l'article 257 7° du Code Général des Impôts.

En outre, le représentant des sociétés A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY déclare entendre bénéficier des dispositions de l'article 210-III de l'Annexe II audit Code et de l'Instruction administrative 3-D-81 du 18 février 1981. A.B.C. INDUSTRIE s'engage en conséquence à effectuer l'ensemble des régularisations de déductions auxquelles aurait été tenu ROLLAND ET NORROY si elle avait poursuivi l'exploitation des biens concernés. A.B.C. INDUSTRIE s'engage en outre à satisfaire aux obligations déclaratives correspondantes.

10.5 Participation des employeurs à l'effort de construction

A.B.C. INDUSTRIE déclare prendre en charge les obligations incombant à ROLLAND ET NORROY en application des dispositions des articles L 313-1 du code de la construction et de l'habitation et 235 bis du Code général des Impôts relatifs à la participation des employeurs à l'effort de construction.

En conséquence, A.B.C. INDUSTRIE sera subrogée à ROLLAND ET NORROY dans tous ses droits et obligations pour l'application des dispositions légales précitées et, notamment se substituera à ROLLAND ET NORROY pour la réalisation des investissements ou des versements à effectuer à raison de la fraction des sommes non encore employées afférentes aux salaires versés par ROLLAND ET NORROY au cours de l'année 1997 jusqu'à la date de réalisation définitive de la présente fusion, ainsi qu'au cours de l'année 1996.

A cet effet, Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président de la société absorbante, s'oblige à souscrire les déclarations et engagements prévus par les articles 161 et 163 de l'Annexe II au Code Général des impôts.

En outre, Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président, déclare que la société A.B.C. INDUSTRIE demande à être subrogée dans l'ensemble des droits et obligations de ROLLAND ET NORROY aux fins de bénéficier du droit au report des investissements excédentaires de cette dernière.

A cet effet A.B.C. INDUSTRIE s'oblige :

- à reprendre à son bilan les investissements antérieurement réalisés par ROLLAND ET NORROY au titre de la participation obligatoire ;

- à se soumettre à l'ensemble des obligations susceptibles d'incomber à ROLLAND ET NORROY du chef de ces investissements antérieurs étant précisé que A.B.C. INDUSTRIE sera également subrogée dans tous les droits de ROLLAND ET NORROY à cet égard.

Monsieur Frédéric Barral, ès qualité, déclare que les deux sociétés satisferont aux obligations déclaratives correspondantes.

10.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

La présente opération de fusion étant placée sous le régime fiscal de faveur prévu, en matière d'impôt sur les sociétés, par l'article 210 A du Code Général des Impôts, le transfert d'activité induit par la présente fusion n'entraînera pas de déblocage anticipé des droits des salariés transférés résultant de l'accord de participation en vigueur chez ROLLAND ET NORROY.

A.B.C. INDUSTRIE s'engage en effet à se substituer à ROLLAND ET NORROY pour l'application de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

En conséquence, Monsieur Frédéric Barral, en sa qualité de Président, déclare que A.B.C. INDUSTRIE sera purement et simplement subrogée à ROLLAND ET NORROY s'agissant des obligations de cette dernière vis-à-vis de ses salariés : elle inscrira en tant que de besoin à son bilan la représentation comptable des droits des salariés qui lui sont transférés du fait de la fusion et assurera la gestion des droits à participation des salariés concernés selon les stipulations des accords antérieurement conclus par ROLLAND ET NORROY avec lesdits salariés.

A.B.C. INDUSTRIE demande en conséquence à bénéficier des dispositions fiscales prévues par l'ordonnance du 21 octobre précitée et par les instructions administratives y relatives.

10.7 Taxes diverses

A.B.C. INDUSTRIE sera subrogée dans tous les droits et obligations de ROLLAND ET NORROY en ce qui concerne les dispositions légales relatives à :

- la participation des employeurs à la formation professionnelle continue,

- la taxe d'apprentissage,

- la contribution sociale de solidarité des sociétés.

10.8 Opérations antérieures et dispositions diverses

En outre, A.B.C. INDUSTRIE reprend, ainsi que Monsieur Frédéric Barral l'y oblige, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal relatifs aux biens apportés dans le cadre de la présente fusion qui auraient pu être antérieurement souscrits par ROLLAND ET NORROY à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires.

Monsieur Frédéric Barral, ès-qualité, s'engage expressément à délivrer à A.B.C. INDUSTRIE, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°91-1146 du 7 novembre 1991, l'attestation nécessaire prévue audit article et comportant les renseignements nécessaires pour l'application du quatrième alinéa du I de l'article 209 du Code Général des Impôts.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 145-1.c du Code Général des Impôts et en application de l'instruction administrative 4 H-10-95 en date du 29 juin 1995, Monsieur Frédéric Barral, ès qualité, engage expressément A.B.C. INDUSTRIE à se substituer à ROLLAND ET NORROY dans les engagements de conservation de titres jusqu'alors détenus par ROLLAND ET NORROY qui font partie du présent apport, précédemment souscrits pour l'application des dispositions de l'article 145 dudit Code (cf. Annexe 7).

ARTICLE 11 : REALISATION DE L'APPORT-FUSION

Les apports à titre de fusion qui précèdent ne deviendront définitifs qu'après :

- la réalisation définitive de l'augmentation de capital de ROLLAND ET NORROY proposée par le Conseil d'administration de ROLLAND ET NORROY en date du 26 mai 1997, préalablement à la réalisation définitive de la présente fusion ;

- l'approbation, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ROLLAND ET NORROY du présent projet de fusion-absorption ;

- et l'approbation, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE du présent projet de fusion-absorption.

Si les conditions visées ci-dessus n'étaient pas réalisées d'ici le 31 décembre 1997, la présente convention serait considérée comme nulle et non avenue sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 12 : DISSOLUTION DE ROLLAND ET NORROY

ROLLAND ET NORROY se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait de la réalisation définitive de la fusion sans qu'il y ait à procéder à sa liquidation.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Formalités de publicité

Le présent projet de fusion sera publié conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant que ne soit prise la décision collective des actionnaires de A.B.C. INDUSTRIE relative à l'approbation de ce projet. Les oppositions, s'il en survient, seront portées devant le Tribunal de Commerce compétent qui en réglera le sort.

Le Traité d'apport, ou un extrait de cet acte et, éventuellement tous actes postérieurs qui s'y rapportent feront l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître Raoul Douciere, notaire à Peyrolles-en-Provence, afin que cet acte acquiert tous les effets d'un acte authentique comme s'il avait été établi régulièrement dans la forme notariée ; le notaire établira les origines de propriété des immeubles apportés et en fera une plus ample désignation, s'il y a lieu.

En vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, tous pouvoirs sont donnés à Maître Raoul Douciere, notaire à Peyrolles-en-Provence, à l'effet de dresser et signer tous actes rectificatifs ou complémentaires aux présentes établissant la désignation et l'origine de propriété des immeubles compris dans l'apport, et mettre la désignation desdits immeubles en concordance avec tous documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

ROLLAND ET NORROY s'engage expressément à faire effectuer, s'il y a lieu, toutes notifications, et notamment celles nécessitées par le transfert des immeubles apportés.

13.2 Frais et droits

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par A.B.C. INDUSTRIE.

13.3 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite et la conséquence, les parties feront respectivement élection de domicile en leurs sièges respectifs.

13.4 Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie, d'une expédition ou d'un extrait des présentes, pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi, pour faire toutes significations et notifications qui seraient nécessaires et, d'une manière générale, pour accomplir toutes formalités légales.

En tant que de besoin, tous pouvoirs avec faculté de substitution sont conférés aux représentants légaux des sociétés absorbée et absorbante à l'effet de compléter, si besoin est, la désignation de tous les éléments d'actif apportés, de faire s'il y a lieu, tout complément et toute rectification de désignation, d'établir en conséquence tous actes complémentaires, modificatifs relatifs ou confirmatifs des présentes.

13.5 Annexes

Le préambule et les Annexes ci-jointes, numérotées de 1 à 7, font partie du présent projet d'apport-fusion :

- Annexe 1 : comptes sociaux de A.B.C. INDUSTRIE ;

- Annexe 2 : comptes sociaux de ROLLAND ET NORROY ;

- Annexe 3 : méthode d'évaluation des éléments d'actif et de passif apportés par ROLLAND ET NORROY et motifs du choix du rapport d'échange ;

- Annexe 4 : désignation des biens immobiliers apportés par ROLLAND ET NORROY à A.B.C. INDUSTRIE ;

- Annexe 5 : liste des principaux crédits-baux mobiliers et contrats de location et de vente avec clause de réserve de propriété de ROLLAND ET NORROY ;

- Annexe 6 : état relatif aux inscriptions du chef de ROLLAND ET NORROY ;

- Annexe 7 : mentions prévues à l'article 55-1 de l'Annexe II au Code Général des Impôts relatives à l' (aux) engagement(s) de conservation des titres de participations souscrit(s) par la société absorbée, ROLLAND ET NORROY.

Fait à Bron,
Le 26 mai 1997,
En 12 exemplaires originaux.

Pour ROLLAND ET NORROY

Monsieur Frédéric Barral

Pour A.B.C. INDUSTRIE

Monsieur Frédéric Barral

P:/AOS669/A0065113.DOC

ANNEXES

ANNEXE 1

COMPTES SOCIAUX DE A.B.C. INDUSTRIE

Autorisation DGI N° 7599-1003
N° 10165*01
Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

BILAN - ACTIF

D.G.I. N° 2050 / 1 (1997)

Désignation de l'entreprise ABC INDUSTRIE — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12
Adresse de l'entreprise 7 ROUTE DU PLAN 13860 PEYROLLES — Durée de l'exercice précédent* 12
Numéro SIRET* 3 4 1 1 9 7 3 6 6 0 0 0 3 0 — Code APE 1 5 : E — Exercice précédent (N-1) clos le : 31 12 95

(Ne pas reporter les montants des centimes)*

		Exercice N, clos le : 31 12 96			
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (0)	AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Frais d'établissement*	AB		AC		
Frais de recherche et développement*	AD		AR		
Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 986 319	AG	121 260	1 865 059	1 845 000
Fonds commercial (1)	AH	10 000	AI		10 000	10 000
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Terrains	AN	100 000	AO		100 000	100 000
Constructions	AP	48 291 844	AQ	27 503 264	20 788 580	22 732 997
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	85 291 102	AS	70 211 625	15 079 476	14 903 361
Autres immobilisations corporelles	AT	194 508	AU	101 451	93 057	14 732
Immobilisations en cours	AV	64 120	AW		64 120	1 580 121
Avances et acomptes	AX		AY			101 239
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
Autres participations	CU	7 804 867	CV	200 000	7 604 867	7 804 867
Créances rattachées à des participations	BB		BC			
Autres titres immobilisés	BD		BE			
Prêts	BF		BG			
Autres immobilisations financières*	BH	182 310	BI		182 310	96 578
TOTAL (II)	BJ	143 925 070	BK	98 137 601	45 787 469	49 188 895
STOCKS — Matières premières, approvisionnements	BL	7 548 116	BM		7 548 116	7 941 841
En cours de production de biens	BN	20 930 433	BO	103 447	20 826 986	18 041 846
En cours de production de services	BP		BQ			
Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
Marchandises	BT		BU			52 375
Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
CRÉANCES — Clients et comptes rattachés (3)*	BX	51 912 820	BY	261 708	51 651 112	47 127 311
Autres créances (3)	BZ	6 301 482	CA		6 301 482	14 611 910
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			*
DIVERS — Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE			
Disponibilités	CF	66 861	CG		66 861	66 760
Charges constatées d'avance (3)*	CH	387 425	CI		387 425	130 509
TOTAL (III)	CJ	87 147 137	CK	365 155	86 781 982	87 972 553
Charges à répartir sur plusieurs exercices* (III)	CL					
Primes de remboursement des obligations (IV)	CM					
Ecarts de conversion actif* (V)	CN	25 640			25 640	
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	CO	231 097 849	AZ	98 502 756	132 595 031	137 161 447
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières brutes	CP	(3) Part à plus d'un an :		CR
Comptes de régularisation* Immobilisations				Stocks :		Créances :

* Les explications concernant ces rubriques sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION FISCALE

Copyright RelTitan-Servant Soft (1997)

cerfa Autorisation DGI N° 75997.1003 N° 10166*01

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

D.G.I. N° 2051 (1997)

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ABC INDUSTRIE

Cle par reponse le nombre des centimes)*

		Exercice N 1	Exercice N - 1 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 18 843 400)	DA 18 843 400	18 843 400
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ---	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EE)	DC	
	Réserve légale (3)	DD 1 786 363	1 276 468
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3) (4)	DF 763 330	763 330
	Autres réserves	DG 11 179 768	23 489 553
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI 6 620 716	10 197 894
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK 1 080 441	
	TOTAL (I)	DL 40 274 018	54 570 646
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP 2 145 640	
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR 2 145 640	
DETTES (5)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (6)	DU 7 023 883	12 384 379
	Emprunts et dettes financières divers (7)	DV 2 497 744	2 811 441
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX 37 775 068	47 224 955
	Dettes fiscales et sociales	DY 14 227 910	19 005 512
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ 1 529 159	1 164 013
	Autres dettes	EA 27 097 876	500
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (5)	EB	
	TOTAL (IV)	EC 90 151 640	82 590 801
	(V)	ED 23 794	
	Ecarts de conversion passif *		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE 132 595 091	137 161 447
	Total du bilan de l'exercice N en francs et centimes *	132 595 090.78	

RENVOIS

(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	EB	
(2)	Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959)	EC	
	Dont Ecart de réévaluation libre	ED	
	Dont Réserve de réévaluation (1976)	EE	
(3)	Dont réserve réglementaire des plus-values à long terme *	EF 763 330	763 330
(4)	Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*	EJ	
(5)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG 87 966 711	80 849 251
(6)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH 7 023 883	12 384 379
(7)	Dont emprunts participatifs	EI	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Copyright Hoa Ellen - Servant Soft (1997)

Association DGI N° 75997.1083
N° 10167*01

Nouveaux cadres obligatoires (article 53 A du Code général des impôts)

(3) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** D.G.L. N° 2052 (1997)

Désignation de l'entreprise: ABC INDUSTRIE

(ne pas inscrire le montant des centimes)*		Exercice N				Exercice (N-1)
		France 1		Exportation 2	Total 3	4
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB	FC	
	Production vendue biens	FD	522 841 010	FE	FF 550 554 326	516 599 306
	Production vendue services*	FG	4 575 291	FH	FI 4 575 291	5 978 782
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	527 416 301	FK	27 713 317 FL 555 129 618	522 578 088
	Production stockée*				FM 2 888 587	582 343
	Production immobilisée*				FN	
	Subventions d'exploitation				FO 567 598	76 146
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges*				FP	
	Autres produits (1)				FQ 1 590 939	2 322 188
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR 560 176 742	525 558 755
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS 54 347	245 703
	Variation de stock (marchandises)*				FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU 416 377 151	373 785 992
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV 393 725	768 780
	Autres achats et charges externes (3) (bail)*				FW 58 078 282	66 164 627
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX 6 324 270	5 947 045
	Salaires et traitements*				FY 30 514 115	35 022 133
	Charges sociales				FZ 16 673 670	11 806 298
	DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur immobilisations - dotations aux amortissements*				GA 15 766 671	14 122 356
	Sur immobilisations - dotations aux provisions				GB	
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				GC 316 262	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD 720 000	
	Autres charges				GE 6 030	628 619
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF 545 224 522	508 491 554
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG 14 952 219	17 067 211
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)				GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)				GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	48
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	19 306
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL 75 409	18 564
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	127 971
	Différences positives de change				GN 383 038	376 419
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	
	Total des produits financiers (V)				GP 458 447	542 308
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ 225 640	
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR 753 045	1 091 636
	Différences négatives de change				GS 202 819	281 653
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT	
	Total des charges financières (VI)				GU 1 181 504	1 373 294
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV (723 056)	(830 527)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW 14 229 153	16 236 224

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2050

Copyright Editions Francis Lefebvre-Sarvant Sofi (1997)

cerfa Imprimerie DGI N° 75997-1005 N° 10168*01

(4) COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

D.G.I. N° 2053 (1997) | 7

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ABC INDUSTRIE

(Ne pas reporter le montant des centimes)*		Exercice N 1	Exercice N - 1 2
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	101 221	2 251 445
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	791 252	100 871
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		249 243
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	892 473	2 601 559
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6bis)	HE	139 386	368 561
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	63 243	138 125
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	2 480 441	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	2 683 070	506 686
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(1 790 597)	2 094 873
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		HJ	463 000	921 596
Impôts sur les bénéfices *		HK	5 354 850	7 211 607
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	561 527 662	528 702 632
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	554 906 946	518 504 737
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		HN	6 620 716	10 197 894

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HV	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (4) ci-dessous)	HG	
(3) Dont	- Crédit-bail mobilier	HP	
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (4) ci-dessous)	HR	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	HI	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	HE	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I)	HU	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

RENVOIS

Copyright Rouillon-Servant Sellt (1997)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

cerfa Imprimé DGI N° 2058-A-1003 N° 10176*01

Déclaration obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(9) DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

D.G.I. N° 2058-A (1997) | 7 |

Exercice N, clos le : 13 1 1 2 9 6

(Ne pas reporter les centimes)* Désignation de l'entreprise : ABC INDUSTRIE

I. RÉINTÉGRATIONS

	BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WA	6 520 716
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (1) : de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu	WB	
	Rémunération du travail (1) : de son conjoint ; à rattacher : ; parts déductibles *	WC	
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)	WD	
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE	
	Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I. *	WF	
	Taxe sur les voitures particulières des sociétés (2)	WG	
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WI	2 642 324
	Amendes et pénalités (nature : Intérêts de retard)	WJ	111 807
	Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (2)	WK	5 354 850
	Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.	WL	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme	WM	200 000
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * : — Plus-values nettes à court terme	WN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * : — Plus-values soumises au régime des fusions	WO	
	Prélèvements opérés sur la réserve spéciale des profits de construction (art. 209 quater A du C.G.I.)	WP	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (2)	XR	
Réintégrations diverses (3)*	(dont : Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.) SD		Zones d'implantation* (activités exercées) SW		WQ	23 794
		TOTAL I		WR	14 953 491

II. DÉDUCTIONS

	PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WS	
	Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.	WT	
	Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WU	1 457 580
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme : - imposées aux taux de 19 % (16% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) *	WV	102 695
	Plus-values nettes à long terme : - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	WW	
	Plus-values nettes à long terme : - imputées sur les déficits antérieurs WX ; imputées sur les A.R.D. (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8P) WY	XB	
	Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *	WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	XA	
Mesures d'incitation	Déduction afférente aux investissements réalisés dans les départements et territoires d'Outre-mer	XF	
	Majorations d'amortissement *	XD	
	Abattement sur le bénéfice de participation (dont : entreprises nouvelles * XZ ; zones d'implantation* (activités nouvelles) YZ)	XE	
	(dont : entreprises implantées en zone franche (art. 44 octies) YI ; entreprises bénéficiant d'un abattement (art. 44 septies du C.G.I.) YC)	XC	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (2)	XS	
	Déduction diverses (à détailler sur feuillet séparé)* (dont : créance dégagée par le report en arrière du déficit * (2) XI)	XG	25 620*
		TOTAL II	XB	1 585 915

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés : bénéfice (I moins II)	XI	13 367 575	XJ
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés : déficit (II moins I)			
Déficit de l'exercice reporté en arrière (2)	XL		
Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8O)*	XK		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (2) (à détailler au tableau 2058-B, cadre 5A, ligne XX à YF)			XL
Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8Z)			XM
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en arrière (ligne XO)	XN	13 367 575	XO

(1) ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu
(2) ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
(3) à détailler sur feuillet séparé

* Dont cotisations correspondant aux rubriques sous données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Copyright Ind Fiscal - Sorvent Soft (1997)

cerfa N° 10182*01

Imprimé DGI N° 2059-I-SD (1997)

(15) AFFECTATION DES PLUS VALUES A LONG TERME

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(ne pas reproduire les mentions) *

Désignation de l'entreprise : ABC INDUSTRIE

Détermination de la réserve spéciale des plus-values à long terme (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

I DÉTERMINATION DU MONTANT A VIRER A LA RÉSERVE SPÉCIALE AU COURS DE L'EXERCICE N + 1 AU TITRE DES PLUS-VALUES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE N

	Lignes	Plus-values à long terme taxables au taux de 19 % ①
	1	
Montant NET des plus-values de l'exercice	2	
A imputer éventuellement : • déficit de l'exercice	3	
• moins-values à long terme	4	
• divers		
TOTAL des lignes 2 à 4	5	
	6	
Reste (ligne 1 - 5)	7	
Impôt correspondant	8	
Différence à porter à la réserve spéciale au cours de l'exercice N + 1 (ligne 6 - ligne 7)		

II SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

	Lignes	Sommes à inscrire à la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 % ②	taxées à 15 % ③	taxées à 18 % ④	taxées à 19 % ⑤	taxées à 25 % ⑥
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1)	9					
Plus-values des années antérieures affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice	10					
Plus-values figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	11					
TOTAL (lignes 9 à 11)	12					
Prélèvements opérés : • donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	13					
• ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	14					
TOTAL (lignes 13 et 14)	15					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15)	16					

III INSCRIPTION DES PLUS-VALUES A LONG TERME A LA RÉSERVE SPÉCIALE (EXERCICE N)

		Lignes	taxées à 18 % ⑧	taxées à 19 % ⑨
Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent (cadre I, ligne 6 des tableaux n° 2059-D correspondants)	N-1	17		
Plus-values des exercices antérieurs non encore affectées à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices (cadre I des tableaux 2059-D correspondants)	N-2	18		
	N-3	19		
Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice (cadre II, ligne 16)		20		
Sommes non affectées à imposer (voir notice) L 19 - L 20		21		
Montant restant à affecter (L 17 + L 18 + L 19) - (L 20 + L 21)		22		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

NEANT

Copyright RadTilan - Servant Soft (1997)

ANNEXE 2

COMPTES SOCIAUX DE ROLLAND ET NORROY

Annexe n° 2050

Numéro d'identification DGI N° 75997.1005
N° 10165*01

(1) BILAN - ACTIF

D.G.I. N° 2050 1 /
(1997)

Désignation de l'entreprise ROLLAND ET NORROY — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 3 RUE LAFAYETTE 42400 SAINT CHAMOND — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 5 7 4 5 0 7 9 0 1 0 0 0 1 9 — Code APE 5 1 E — Exercice précédent (N-1) clos le :

(Ne pas reporter le montant des centimes)*		Exercice N. clos le : 31 12 96			31 12 95
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (6)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Frais d'établissement*	AB		AC		
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Frais de recherche et développement*	AD		AE		
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Fonds commercial (1)	AH	28 160	AI	28 160	28 160
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES — Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Terrains	AN	113 389	AO	113 389	113 389
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Constructions	AP	14 095 300	AQ	10 181 474	3 913 826	4 300 453
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	11 046 565	AS	8 923 661	2 122 903	874 363
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Autres immobilisations corporelles	AT	223 120	AU	216 221	6 899	
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Immobilisations en cours	AV		AW			
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS CORPORELLES — Avances et acomptes	AX		AY			138 389
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Autres participations	CU	20 000	CV		20 000	20 000
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Créances rattachées à des participations	BB		BC			
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Autres titres immobilisés	BD		BE			
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Prêts	BF		BG			
ACTIF IMMOBILISÉ — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) — Autres immobilisations financières*	BH	6 900	BI		6 900	6 900
TOTAL (I)	BJ	25 533 434	BK	19 321 357	6 212 077	5 481 653
ACTIF CIRCULANT — STOCKS* — Matières premières, approvisionnements	BL		BM			
ACTIF CIRCULANT — STOCKS* — En cours de production de biens	BN		BO			
ACTIF CIRCULANT — STOCKS* — En cours de production de services	BP		BQ			
ACTIF CIRCULANT — STOCKS* — Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
ACTIF CIRCULANT — STOCKS* — Marchandises	BT		BU			
ACTIF CIRCULANT — Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES — Clients et comptes rattachés (3)*	BX	2 458 659	BY		2 458 659	5 516 249
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES — Autres créances (3)	BZ	5 426 529	CA	708 000	4 718 529	591 726
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES — Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
ACTIF CIRCULANT — VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT — Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE			485 847
ACTIF CIRCULANT — VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT — Disponibilités	CF	8 855	CG		8 855	290 478
Comptes de régularisation — Charges constatées d'avance (3)*	CH	25 790	CI		25 790	26 206
TOTAL (II)	CJ	7 919 833	CK	708 000	7 211 833	6 910 507
Comptes de régularisation — Charges à répartir sur plusieurs exercices* (III)	CL					
Comptes de régularisation — Primes de remboursement des obligations (IV)	CM					
Comptes de régularisation — Ecarts de conversion actif* (V)	CN					
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	CO	33 453 266	DA	20 029 357	13 423 909	12 392 160
(3) part à plus d'un an :	CP		(3) Part à plus d'un an :	CR		

Renvois : (1) Dont droit au bail :

Stocks : Créances :

Cadre réservé à la société* — Identification

* Ces rubriques concernent aussi les comptes non individualisés prévus à l'article 35

Copyright Audition - Servant Soft (1997)

Annotation DGI N° 75997.1005
N° 10166*01

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

D.G.I. N° 4052 (1997)

Désignation de l'entreprise ROLLAND ST NORROY

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

			Exercice N 1	Exercice N - 1 2
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 1 440 000)	DA	1 440 000	1 440 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EE)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	144 000	144 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3) (4)	DF	91 348	91 348
	Autres réserves	DG	4 059 523	4 059 523
	Report à nouveau	DH	(5 700 989)	(426 980)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(1 745 021)	(5 274 009)
	Subventions d'investissement	DJ	292 719	342 813
	Provisions réglementées *	DL	264 017	
	TOTAL (I)	DL	(1 154 403)	376 695
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	7 832 178	5 706 000
	Provisions pour charges	DQ	50 000	50 000
	TOTAL (III)	DR	7 882 178	5 756 000
DETTES (5)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (6)	DU	2 352 064	496 432
	Emprunts et dettes financières divers (7)	DV	813 736	3 454 168
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	622 486	467 651
	Dettes fiscales et sociales	DY	2 667 550	1 805 048
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	144 198	
	Autres dettes	EA	36 100	36 100
Comptes régul.	Produits constatés d'avance (5)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	6 696 134	6 259 465
	Ecarts de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	13 423 909	12 392 160
	Total du bilan de l'exercice N en francs et centimes *		13 423 909,45	*

RENVOIS

(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital		EF	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	EG	
		Ecart de réévaluation libre	EH	
		Réserve de réévaluation (1976)	EI	
(3)	Dont réserve réglementée des plus-values à long terme *		EJ	91 348 / 91 348
(4)	Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*		EK	
(5)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EL	6 636 134 / 5 749 054
(6)	Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		EM	39 468 /
(7)	Dont emprunts participatifs		EN	/ 855 45

* Des explications concernant ces rubriques sont données dans la notice n° 2032

N° 10167*01

(3) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)**

Désignation de l'entreprise : ROLLAND ET NORROY

(ne pas reporter le montant des centimes)*		Exercice N — France 1		Exercice N — Exportation 2		Exercice N — Total 3	Exercice N-1 4
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC	
	Production vendue biens	FD		FE		FF	
	Production vendue services*	FG	15 560 420	FH		FI	15 560 420 / 13 430 443
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	15 560 420	FK		FL	15 560 420 / 13 430 443
	Production stockée*					FM	
	Production immobilisée*					FN	
	Subventions d'exploitation					FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges*					FP	
	Autres produits (1)					FQ	160 452 / 64 375
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	15 720 872 / 13 494 818
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	
	Variation de stock (marchandises)*					FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FC	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	
	Autres achats et charges externes (3) (Bail)*					FW	3 989 395 / 3 504 520
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	1 086 047 / 790 442
	Salaires et traitements*					FY	5 462 563 / 5 168 220
	Charges sociales					FZ	2 873 979 / 1 874 162
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : dotations aux amortissements*					GA	1 675 708 / 1 105 402
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : dotations aux provisions					GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions					GC	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	
	Autres charges					GE	15 / (2)
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	15 087 706 / 12 442 745
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	633 166 / 1 052 073
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	299 454 /
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
	Différences positives de change					GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
	Total des produits financiers (V)					GP	299 454 /
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ	2 126 178 /
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	229 705 / 305 993
	Différences négatives de change					GS	669 /
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
	Total des charges financières (VI)					GU	2 356 552 / 305 893
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(2 057 099) / (305 893)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(1 423 933) / 746 180

Copyright Cegid Ellisphere - Sarvant Soft (1997)

Association DGI N° 7597.1088
N° 10168-01

Liasse fiscale obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(4) COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

D.G.I. N° 2055 (1997)

Désignation de l'entreprise ROLLAND ET NORROY

			Exercice N 1	Exercice N - 1 2
	(Ne pas reporter le montant des centimes)*			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	1 756	503
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	50 093	51 192
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	25 000	43 000
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	76 849	94 695
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6bis)	HE	4 411	187 791
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		8 000
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	289 017	5 756 000
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	293 428	5 951 791
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(216 579)	(5 857 096)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		HJ	79 509	138 093
Impôts sur les bénéfices *		HK	25 000	25 000
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	16 097 175	13 589 513
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	17 642 195	13 863 522
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		HN	(1 745 021)	(5 274 009)

(2)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2)	Dont produits de locations immobilières	HT	
(2)	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IC	
(3)	Dont - Crédit-bail mobilier	HP	
(3)	Dont - Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	HR	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	HJ	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	HE	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I)	HT	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état de même modèle) :	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

RENVOIS

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Copyright Rodilian Servant Soft (1997)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

cerfa N° 10176*01

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(9) DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

D.G.I. N° 2058-A (1997)

Exercice N, clos le : 31 12 96

Désignation de l'entreprise : ROLLAND ET NORROY

(Ne pas reporter les centimes)*

I. RÉINTÉGRATIONS

	BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WA	
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (1) : de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu	WB	
	Rémunération du travail (1) : de son conjoint ____ non déductible * ____ à réintégrer :	WC	
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)	WD	
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE	
	Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I. *	WF	
	Taxe sur les voitures particulières des sociétés (2)	WG	
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WI	2 613 952
	Amendes et pénalités (nature : ____)	WJ	
	Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (2)	WK	25 000
	Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E.	WL	
Régimes d'imposition particuliers et imputations diverses	Moins-values nettes à long terme	WM	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * : — Plus-values nettes à court terme	WN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * : — Plus-values soumises au régime des fusions	WO	
	Prélèvements opérés sur la réserve spéciale des profits de construction (art. 209 quater A du C.G.I.)	WP	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (2)	XI	
	Réintégrations diverses (3)* (dont : intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.)	WQ	
	TOTAL I	WR	2 638 952

II. DÉDUCTIONS

	PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WS	1 745 021
	Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.	WT	
	Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement admises, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)	WU	741 203
Régimes d'imposition particuliers et imputations diverses	Plus-values nettes à long terme : - imposées aux taux de 1,9 % (16% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) *	WV	
	Plus-values nettes à long terme : - imposées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	WW	
	Plus-values nettes à long terme : - imputées sur les déficits antérieurs WI ____ imputées sur les A.R.D. (à reporter au tableau 2058-B, ligne ED) WY ____	XB	
	Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *	WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	XA	
		XB	
Mesures d'incitation	Déduction accordée au titre des investissements réalisés dans les départements et territoires d'Outre-mer.	XD	
	Majoration d'amortissement *	XF	
	Abandons de loyers (bénéficiaire et établissements) dont : entreprises nouvelles SI ____ dont : entreprises en difficulté (art. 44 octies) SP ____	XG	
	dont : entreprises nouvelles au sens français (art. 44 octies) SJ ____ dont : entreprises en cours d'implantation (art. 44 octies du C.G.I.) SV ____ dont : entreprises en difficulté (art. 44 octies du C.G.I.) SK ____	XH	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (2)	XI	
	Déductions diverses (à détailler sur feuille séparée)* (dont créance déposée par le report en arrière de déficit * (2)	XJ	*
	TOTAL II	XH	2 486 224

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés :	bénéfice (I moins II)	XI	152 728
	déficit (II moins I)	XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (2)		XL	
Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne ES)*		XM	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (2) (à détailler au tableau 2058-B, cadre 5A, lignes XH à XJ)		XL	
Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne EU)		XM	152 728
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XO) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	0

(1) ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu
(2) ne concerne que les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
(3) à détailler sur feuille séparée

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 30

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Copyright Cegilan - Servent Soft (1997)

... N° 10182*01

(15) AFFECTATION DES PLUS VALUES A LONG TERME

D.G.I. N° 2059-D (1997)

7

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(ne pas reporter les centimes) *

Désignation de l'entreprise : ROLLAND ET NORROY

Détermination de la réserve spéciale des plus-values à long terme (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

I DÉTERMINATION DU MONTANT A VIRER A LA RÉSERVE SPECIALE AU COURS DE L'EXERCICE N + 1 AU TITRE DES PLUS-VALUES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE N

	Lignes	Plus-values à long terme exonérées au taux de 19 % ①
Montant NET des plus-values de l'exercice	1	
A imputer éventuellement : - déficit de l'exercice	2	
A imputer éventuellement : - moins-values à long terme	3	
A imputer éventuellement : - divers	4	
TOTAL des lignes 2 à 4	5	
Reste (ligne 1 - 5)	6	
Impôt correspondant	7	
Différence à porter à la réserve spéciale au cours de l'exercice N + 1 (ligne 6 - ligne 7)	8	

II SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

	Lignes	Sous-compte de la réserve spéciale des plus-values à long terme taxées à 10 % ②	taxées à 15 % ③	taxées à 18 % ④	taxées à 19 % ⑤	taxées à 25 % ⑥
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1)	9					
Plus-values des exercices antérieurs affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice	10					
Plus-values figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	11					
TOTAL (lignes 9 à 11)	12					
Prélèvements opérés : - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	13					
Prélèvements opérés : - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	14					
TOTAL (lignes 13 et 14)	15					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15)	16					

NEANT

III INSCRIPTION DES PLUS-VALUES A LONG TERME A LA RÉSERVE SPÉCIALE (EXERCICE N)

		Lignes	taxées à 18 % ⑧	taxées à 19 % ⑨
Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent (cadre I, ligne 8 du relevé n° 2059-D correspondant)	N-1	17		
Plus-values des exercices antérieurs restant à affecter à la réserve spéciale et réalisées au cours des exercices (cadre I des relevés 2059-D correspondants)	N-2	18		
	N-3	19		
Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice (cadre II, ligne 10)		20		
Sommes non affectées à réserver (voir notice) : L 19 - L 20		21		
Montant restant à affecter (L 17 + L 18 + L 19) - L 20 = L 21		22		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

ANNEXE 3

METHODE D'EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES PAR ROLLAND ET NORROY ET MOTIFS DU CHOIX DU RAPPORT D'ECHANGE

METHODE D'EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES PAR ROLLAND ET NORROY ET MOTIFS DU CHOIX DU RAPPORT D'ECHANGE

1. METHODE D'EVALUATION

S'agissant d'une restructuration interne au Groupe Aoste Holding en France dont font partie A.B.C. INDUSTRIE et ROLLAND ET NORROY et dans la mesure où le régime de faveur en matière d'impôt sur les sociétés est appliqué, l'ensemble des éléments d'actif et de passif est apporté par ROLLAND ET NORROY à sa valeur nette comptable.

2. MOTIFS DU CHOIX DU RAPPORT D'ECHANGE

2.1 EVALUATION PAR L'ACTIF NET

Cette méthode présente l'avantage de se baser sur des valeurs comptables établies avec des méthodes comparables. Elle ne tient toutefois pas compte de la capacité bénéficiaire de chaque société, ni de la politique de distribution de dividendes passée. A ce titre, signalons que la société A.B.C. INDUSTRIE a distribué en décembre 1996 des réserves antérieures pour environ 22 millions de francs ce qui a pénalisé d'autant sa situation nette. Cette valeur d'actif net doit donc être considérée comme une valeur plancher pour A.B.C. INDUSTRIE.

	A.B.C. INDUSTRIE	ROLLAND ET NORROY
Capitaux propres (KF)	40.274	126
Nombre de titres	188.434	27.200
Valeur des titres (FRF)	213,73	4,63
Parité	1	46
Parité avant dividendes	1	71

2.2 EVALUATION PAR L'ACTIF NET PLUS UN MULTIPLE DU CASH FLOW

Pour tenir compte de la capacité bénéficiaire de chaque société, une solution alternative fréquemment appliquée est d'évaluer à l'actif net plus trois années de cash flow. Les chiffres sont les suivants :

	A.B.C. INDUSTRIE	ROLLAND ET NORROY
Résultat net (1)	6.621	- 1.745
Dotation aux amortissements (2)	- 15.767	- 1.675
Cash flow (KF) (1)-(2)=(3)	22.388	- 70
Rappel des cap propres (4)	40.274	126
Valorisation (4)+3 x (3)	107.438	126
Nombre de titres	188.434	27.200
Valeur de titres (FRF)	570,16	4,63
Parité	1	123

2.3. EVALUATION BASEE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

A titre d'information, le chiffre d'affaires de ROLLAND ET NORROY est de environ FRF 15.000.000, pour un chiffre d'affaires de A.B.C. INDUSTRIE de FRF 555.000.000 environ, ce qui donne un ratio de 37.

En conclusion, une parité moyenne de 1 action A.B.C. INDUSTRIE pour 60 actions ROLLAND ET NORROY semble une approche équitable pour l'opération de fusion envisagée.

ANNEXE 4

DESIGNATION DES BIENS IMMOBILIERS APPORTES PAR ROLLAND ET NORROY A A.B.C. INDUSTRIE

DESIGNATION DES BIENS IMMOBILIERS APPORTES PAR ROLLAND ET NORROY A A.B.C. INDUSTRIE

Les biens immobiliers se composent d'une propriété située sur la commune de Saint Julien en Jarez, rue Lafayette, en bordure immédiate de l'autoroute A47.

Cette propriété se compose des éléments suivants :

- Terrain enregistré sous les références : Zone UE, section AC, parcelles 13, 14, 15, 16, 19, 473, pour une superficie totale de 4.735 m² ;

- Bâtiment A - Bureaux et Ateliers - 2 étages d'une superficie totale de 1.412 m² ;

- Bâtiment B - Bureaux et Ateliers - 3 étages d'une superficie totale de 1.577 m² ;

- Bâtiment C - Cantine et préparation au salage sur un niveau pour 183 m² ;

- Bâtiment D - Entrepôt de 346 m² sur un niveau ;

- Bâtiment E - Divers, 3 étages de 639 m² ;

- Bâtiment F - Chaufferie de 125 m² sur un niveau ;

- Bâtiment G - Divers 11 m² ;

- Bâtiment H - Logements de 367 m².

ANNEXE 5

LISTE DES PRINCIPAUX CREDITS-BAUX MOBILIERS ET CONTRATS DE LOCATION DE ROLLAND ET NORROY

LISTE DES PRINCIPAUX CREDITS-BAUX MOBILIERS ET CONTRATS DE LOCATION DE ROLLAND & NORROY

- Contrat de crédit-bail dont l'inscription a été requise le 28 novembre 1994 par la Compagnie du Crédit Universel située 63 avenue Roger Salengro, 69626 Villeurbanne Cedex et portant sur une transpalette Elect P 2001 SIE 10/8523.

- Contrat de location dont l'inscription a été requise le 26 avril 1996 par la Compagnie du Crédit Universel située 47 boulevard Diderot et portant sur un chariot élévateur P P 201 TT 01 1732.

ANNEXE 6

ETAT RELATIF AUX INSCRIPTIONS DU CHEF DE ROLLAND ET NORROY

GREFFE
du Tribunal de commerce de
SAINT ETIENNE

ETAT RECAPITULATIF DES PRIVILEGES

N/Réf : 1293
V/Réf :

REQUERANT

SG ARCHIBALD
MME MILA FLIH*
41 RUE YBRY
92576 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

DU CHEF DE

SA Conseil d'Administration
ROLLAND ET NORROY
3 RUE LAFAYETTE
42400 SAINT CHAMOND

Sauf Inscription prise à une autre adresse

Activité : CHARCUTERIE.
FABRICATION, ACHAT, COMMERCE DE GROS, VENTE DE SAUCISSONS, JAMBONS, SALAISONS ET CONSERVES DE VIANDES.

TABLEAU RECAPITULATIF SUR PAGE SUIVANTE

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

GREFFE
du Tribunal de commerce de
SAINT ETIENNE

ETAT RECAPITULATIF DES PRIVILEGES

N/Réf : 1293
V/Réf :

NATURE	DUREE	ETAT	NBR
**** A- PRIVILEGE DE VENDEUR	120 Mois	Néant	
**** B- PRIVILEGE DE NANTISSEMENT	120 Mois		1
**** C- NANTISSEMENT PROVISOIRE	36 Mois	Néant	
**** D- PRIV.NANT.OUTIL.MATERIEL	60 Mois	Néant	
**** E- WARRANT INDUSTRIEL	60 Mois	Néant	
**** F- SECURITE SOCIALE	27 Mois	Néant	
**** G- TRESOR en matière fiscale	48 Mois		2
**** H- CREDIT BAIL	60 Mois	Néant	
**** I- PROTETS	12 Mois	Néant	
**** J- CONTRAT DE LOCATION	Illimitée		1
**** K- CLAUSE DE RESERVE PROPRIETE	Illimitée	Néant	
**** L- BIENS INALIENABLES/ PLAN RJ	120 Mois	Néant	
**** M- NANT. JUDICIAIRE DEFINITIF	120 Mois	Néant	
N- NANT.PROV.PART SOCIALE CIVI	36 Mois	Non Requis	
O- NANT PARTS SOCIALES CIVILES	Illimitée	Non Requis	
**** P- DECL. DE CREANCES apport fd	Illimitée	Néant	
**** Q- NANTISSEMENT JUDICIAIRE	120 Mois	Néant	

3 Feuillets joints,
Pour état conforme aux registres tenus au greffe du Tribunal de Commerce, comprenant : 4 inscriptions au 28/04/97 exclusivement.

L'un des Greffiers associés,

TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-ETIENNE

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

ETAT SOMMAIRE DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT

N/Réf : 1293

Acte du 29/05/1991 Inscription N° 91N392 du 10/06/1991

Somme : 2.447.496,00 F sauf mémoire.

AU PROFIT DE :

TRESORERIE PRINCIPALE DE ST CHAMOND
17 RUE VICTOR HUGO
42400 SAINT CHAMOND

CONTRE :

SA Conseil d'Administration
ROLLAND ET NORROY
3 RUE LAFAYETTE
42400 SAINT CHAMOND

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

ETAT SOMMAIRE DES INSCRIPTIONS
DE
TRESOR en matière fiscale

N/Réf : 1293

Acte du 22/07/1994 Inscription N° 94T681 du 25/07/1994
Acte du 03/08/1994 Modification
Somme : 202.129,00 F sauf mémoire.

AU PROFIT DE : RECETTE PRINCIPALE
17 RUE VICTOR HUGO
42400 SAINT CHAMOND

CONTRE : SA Conseil d'Administration
ROLLAND ET NORROY
3 RUE LAFAYETTE
42400 SAINT CHAMOND

Activité principale : VIANDES FRAICHES CONGELEES

Mentions : RENOUVELLEMENT DE L'INSCRIPTION 93T317

ATTESTATION DE CONTESTATION :
LA STE ROLLAND NORROY A PRESENTE UNE RECLAMATION BENEFICIANT DU SURSIS DE PAIEMENT POUR LA SOMME DE 200 712.00F.
POUR MENTION LE 17.11.94

Acte du 21/03/1996 Inscription N° 96T273 du 22/03/1996

Somme : 4.925.721,00 F sauf mémoire.

AU PROFIT DE : TRESORERIE PRINCIPALE DE ST CHAMOND
17 RUE VICTOR HUGO
42400 SAINT CHAMOND

CONTRE : SA Conseil d'Administration
ROLLAND ET NORROY
3 RUE LAFAYETTE
42400 SAINT CHAMOND

Activité principale : VIANDES FRAICHES CONGELEES

Mentions : RENOUVELLEMENT DE L'INSCRIPTION 93 T 12.

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

ETAT SOMMAIRE DES INSCRIPTIONS DE **CONTRAT DE LOCATION**

N/Réf : 1293

Acte du 05/04/1996 Inscription N° 96CL295 du 26/04/1996

Somme : 0,00 F sauf mémoire.

AU PROFIT DE :
SA Conseil d'Administration
COMPAGNIE DU CREDIT UNIVERSEL
47 BOULEVARD DIDEROT
75008 PARIS 08

CONTRE :
SA Conseil d'Administration
ROLLAND ET NORROY
3 RUE LAFAYETTE
42400 SAINT CHAMOND

Activité principale : VIANDES FRAICHES CONGELEES

Mentions : MATERIEL : UN CHARIOT ELEVATEUR P P 201 TT 01 1732

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

ETAT NEGATIF DES INSCRIPTIONS

demandés sur:

ROLLAND ET NORROY SA
10 BERAUDIER (Rue,av,bd...)
69003 LYON

PRIVILEGE DU VENDEUR
PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE
NANTISSEMENT SUR OUTILLAGE
PRIVILEGE DE SECURITE SOCIALE
PRIVILEGE DU TRESOR EN MATIERE FISCALE
WARRANTS
PROTET
CERTIFICAT DE NON PAIEMENT DE CHEQUE
RESERVE DE PROPRIETE
CONTRAT DE LOCATION

TRIBUNAL DE COMMERCE
NEANT
GREFFE

Pour état conforme aux Registres tenus au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON à ce jour exclusivement,le 24/04/97
Le Greffier,
SG ARCHIBALD

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON (RHONE)

Le présent extrait répond à la réquisition déposée et la responsabilité du Greffier ne sera pas engagée au cas où le nom propre serait mal orthographié et où le numéro de Registre du Commerce serait erroné.

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE LYON

FOLIO:1

ETAT DES PUBLICATIONS DE CREDIT-BAIL

DU CHEF DE : ROLLAND ET NORROY SA
10 BERAUDIER (Rue,av,bd...)
69003 LYON

NO ORDRE DATE INS.	BENEFICIAIRES DE L'INSCRIPTION DESIGNATION SOMMAIRE DES BIENS OBJET DU CREDIT BAIL
94C7677 28/11/94	CIE DU CREDIT UNIVERSEL 63 AV ROGER SALENGRO 69626 VILLEURBANNE CEDEX TRANSPALETTE ELECT P 2001 SIE 10/8523

Pour état conforme aux Registres tenus au Greffe du Tribunal de Commerce de LYON à ce jour exclusivement,le 24/04/97
Le Greffier,

SG ARCHIBALD

Le présent état répond à la réquisition déposée et la responsabilité du Greffier ne sera pas engagée au cas où le nom propre serait mal orthographié et où le numéro de Registre du Commerce serait erroné.

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

ANNEXE 7

MENTIONS PREVUES A L'ARTICLE 55-1 DE L'ANNEXE II AU CODE GENERAL DES IMPOTS RELATIVES A L'(AUX) ENGAGEMENT(S) DE CONSERVATION DES TITRES DE PARTICIPATIONS SOUSCRIT(S) PAR ROLLAND ET NORROY

MENTIONS PREVUES
A L'ARTICLE 55-1 DE L'ANNEXE II AU CODE GENERAL DES IMPOTS
RELATIVES AUX ENGAGEMENTS DE CONSERVATION
DES TITRES DE PARTICIPATION SOUSCRITS PAR ROLLAND ET NORROY

1. **Titres** détenus depuis moins de deux ans : NEANT

   - Capital de la société émettrice : FRF
   - Nature des titres : Actions
   - Nombre de titres :
   - Date d'acquisition des titres :
   - Personne ou organisme assurant le paiement des revenus :

2. **Titres**

   - Capital de la société émettrice : FRF
   - Nature des titres : Actions
   - Nombre de titres :
   - Date d'acquisition des titres :
   - Personne ou organisme assurant le paiement des revenus :